



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

*Seul le texte prononcé fait foi
embargo 20 sep 1300 hrs NY time*

Assemblée générale
65^{ème} Session

**Réunion plénière de haut niveau
Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes
conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les
domaines économique et social et dans les domaines connexes; et Suite
donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire**

Déclaration de la Suisse

prononcée par
S.E. Mme Micheline Calmy-Rey
Conseillère fédérale

General Assembly
65th Session

**High-level Plenary Meeting
Integrated and coordinated implementation of and follow-up to the outcomes of
the major United Nations conferences and summits in the economic, social and
related fields; and Follow-up to the outcome of the Millennium Summit**

Swiss Statement

presented by
H.E. Mrs. Micheline Calmy-Rey
Federal Councillor

New York, 20 September 2010

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Le tournant du millénaire fut une belle et bonne époque, l'optimisme régnait. La communauté des États partait vers de nouveaux horizons. L'économie était florissante. Presque tout semblait possible. Même relever le plus grand des défis globaux: réduire la pauvreté. Les Objectifs du Millénaire pour le développement sont le reflet d'un consensus historique. Ils ont orienté les volontés politiques et les flux financiers vers la résolution d'un problème qui reste crucial, qui doit rester crucial pour nous, les pays les plus prospères de la planète.

Si aujourd'hui je mets un bémol à l'euphorie d'alors, c'est que, en dépit des succès enregistrés dans bien des domaines, nous n'avons pas atteint ce que nous voulions atteindre. Les progrès dans la réduction du nombre de personnes pauvres à travers le monde, l'accès à l'éducation primaire et à l'eau potable, l'égalité des sexes sont insuffisants.

Il est vrai, la pauvreté a diminué dans plusieurs grands pays émergents. Mais le facteur déterminant n'a pas été l'aide au développement. Est-ce que nous autres, pays donateurs, faisons fausse route? N'en faisons-nous pas assez? Les gouvernements de nos États partenaires n'en font-ils pas assez? Le système international de production et de commerce est-il conçu en défaveur des pays pauvres? Autant de questions auxquelles nous devrions pouvoir répondre.

Une approche plus réfléchie démontre que la majorité des pays et des régions les plus en retard dans la réalisation des Objectifs du Millénaire sont caractérisés par la fragilité des structures étatiques, par des conflits ou par un niveau élevé de violence armée. En tout état de cause, des mesures adaptées à ces situations doivent être mises en oeuvre, tant pour assurer les services de base dans ces contextes difficiles que pour combattre les causes des conflits et de la violence, et pour assurer le rétablissement d'une paix durable, de l'État de droit et du fonctionnement des institutions nationales.

Mais peut-être nous sommes-nous donnés une tâche impossible. Peut-être le lien entre la réalisation des Objectifs du Millénaire et les objectifs du développement n'est-il pas aussi direct qu'il n'y paraît.

Dans notre monde globalisé, la cause du développement demande un partenariat basé sur la réciprocité. Dans ce cadre, les donateurs ont la responsabilité de soutenir les efforts des pays pauvres d'une manière transparente, prévisible et en accord avec leurs politiques

nationales. Les autorités de ces derniers sont quant à elles responsables d'assurer des politiques efficaces, transparentes, participatives et démocratiques.

Peut-être, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, avons-nous sous-estimé l'importance des droits humains dans les Objectifs du Millénaire. La réalisation de ces derniers exige l'effort d'intégrer tous les groupes sociaux. Or, dans bien des cas, nombre de personnes sont exclues ou marginalisées, souvent des femmes, et des minorités. Le respect des droits humains, la non-discrimination, le droit de participer à la vie politique, économique et sociale du pays sont absolument fondamentaux, si nous voulons atteindre les Objectifs du Millénaire.

Peut-être nous sommes-nous trop concentrés sur les symptômes et pas assez sur les causes de la pauvreté et de la misère. Aider des personnes en détresse, c'est bien et c'est solidaire. Reste que le développement – nous le savons – est bien plus que cela. Le développement, c'est créer les bases économiques permettant d'améliorer le bien-être de tous et de toutes. C'est, pour un pays pauvre, aussi définir une stratégie et se positionner dans la chaîne de production et le commerce global et régional, augmenter la production agricole et améliorer la sécurité alimentaire. C'est encore offrir au secteur privé local, régional et transnational les règles d'un État de droit. C'est, enfin, augmenter les revenus des collectivités par une imposition fiscale adéquate des entreprises et des particuliers, afin que les prestations étatiques en matière de santé et d'éducation puissent être financées.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

En l'an 2000, le changement climatique n'était pas au centre des débats sur le développement. Il en va différemment aujourd'hui. Nous savons qu'au-delà de nécessaires mesures de mitigation, l'adaptation aux changements climatiques occupe désormais une place prépondérante dans notre travail, particulièrement dans les pays en développement. Le risque est réel qu'une modification des conditions climatiques engendre une migration forcée dans de nombreux pays, cela conjugué avec des conflits potentiels pour l'accès à l'eau et aux terres arables. Pour éviter d'en arriver là, il convient d'estimer les risques dans chaque pays, de préparer l'intervention en cas de catastrophe et de manifester notre disposition à intervenir dans une situation de détresse.

Dans ce contexte, des efforts accrus doivent être faits pour stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère et pour réaliser les objectifs de la convention cadre

sur le changement climatique et du Protocole de Kyoto. L'importance, à ce titre, de la définition d'objectifs crédibles et réalisables pour la période au-delà de 2012 est absolument essentielle, nous ne le répéterons jamais assez.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Je pense que la coopération internationale va au-devant d'importants changements. La réussite économique de la Chine, de l'Inde, du Brésil et d'autres pays émergents nous force à reconnaître l'évidence: les limites de ce qui est écologiquement supportable seront rapidement atteintes si sept milliards de personnes devaient consommer autant de CO₂, d'eau et d'autres ressources naturelles que nous le faisons déjà aujourd'hui dans les pays de l'OCDE. La justice et l'équité, que l'on considérait comme des questions purement éthiques, deviennent aujourd'hui des impératifs de realpolitik. La répartition des ressources entre les habitants de la planète doit devenir réellement équitable. La transition vers une économie verte est plus que jamais nécessaire et urgente.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Atteindre les Objectifs du Millénaire reste une préoccupation. La Suisse continuera à s'engager pleinement dans ce sens. L'aide au développement de notre pays se concentre essentiellement sur les pays les plus pauvres et l'atteinte des Objectifs du Millénaire. Si j'ai beaucoup parlé de développement, j'ai mes raisons: en effet, je pense que dans les cinq années à venir – et au-delà de 2015 -, la communauté internationale doit parler plus ouvertement et plus directement des causes de la stagnation du développement ou de sa lenteur et définir ses objectifs en conséquence.

Mr President,
Ladies and Gentlemen,

The beginning of the new millennium was a splendid period in our history: there was optimism in the air. The community of states was marching towards new horizons. The economy was booming. Virtually nothing appeared impossible, even achieving the greatest global challenge of all: reducing poverty. The Millennium Development Goals reflect a historic consensus. They have focused political will and financing on the resolution of an issue that remains crucial, that must remain crucial for us, the wealthiest countries of the planet.

If that euphoria is slightly tempered today, that is because – despite success performed in many spheres – we haven't achieved what we wanted to achieve. Progress in the reduction of poor people worldwide, in the access to primary education and drinking water, in gender equality is insufficient.

As a matter of fact, poverty went down in several large emerging countries. However, the crucial factor has not been development aid. Are we, donor countries, on the wrong track? Are we not doing enough? Are the governments of our partner states not doing enough? Is the international system of production and trade still conceived in a way that works against poor countries? These are all questions we need to answer.

A more analytical approach shows that the majority of the countries and regions which are off track on the achievement of the Millennium Goals are characterized by fragility of state institutions, by conflict or a high level of armed violence. In any case, adapted measures to those situations must be taken to ensure the provision of basic services in such difficult environments, to combat the causes of conflict and violence, and to ensure that lasting peace and the rule of law are re-established and that national institutions can once again function properly.

Perhaps, we have given to ourselves an impossible task. Perhaps, the link between the achievement of the Millennium Goals and development objectives is less tight than it looks. In our globalized world, the cause of development requires a partnership based on mutual accountability. In that context, donor countries have the responsibility to support the efforts of poor countries in a manner that is transparent, predictable and consistent with their national

policies. For their part, the authorities of those countries have a responsibility to deliver effective, transparent, participative and democratic policies.

Perhaps, Mr President, Ladies and Gentlemen, we have underestimated the importance of human rights in the Millennium Goals. Their achievement requires an effort of inclusiveness encompassing all social groups. However, in many cases, many people are excluded or marginalized, mostly women and minorities. Respect for human rights, non-discrimination, and the right to participate in the political, economic and social life of the country are absolutely vital, if we want to achieve the Millennium Goals.

Perhaps, we have focused too much on the symptoms and not enough on the causes of poverty and destitution. To assist those suffering hardship is a fine and supportive gesture. But development, as we all know, goes much further than that. Development means creating the economic foundations for the improved well-being of all. For a poor country, it also means carving out a place in the production process and in global and regional trade, increasing agricultural production and improving food security. Furthermore, it means laying down principles of the rule of law for the private sector, be it local, regional and transnational. Finally, it requires the state's revenues to be increased by appropriate taxation of both enterprises and individuals.

Mr President,
Ladies and Gentlemen,

At the start of the new millennium, climate change was not yet to become a core issue in the development debate. Today this has all changed. We are all aware that, as well as taking the indispensable mitigating measures, the task of adapting to climate change will be a vital part of our efforts, especially in the developing countries. There is a real risk that the changing climate could trigger enforced migration in numerous countries, spilling over into conflicts over water and arable land. To obviate that situation, the risks in each country must be evaluated, an action plan drawn up to respond to catastrophic situations, and our readiness to intervene in situations of extreme hardship made clear.

In this context, it is vital that greater efforts be made to stabilize the concentration of greenhouse gases in the atmosphere, and to achieve the aims of the Framework Convention on Climate Change and of the Kyoto protocol. Here, the importance of defining credible and achievable objectives for the period after 2012 is absolutely crucial and cannot be over-emphasized.

Mr President,
Ladies and Gentlemen,

I believe that international cooperation is facing some major changes. The economic success of China, India, Brazil and other emerging countries is forcing us to confront an obvious truth: the limits of what is ecologically sustainable will soon be reached if seven billion people begin to consume CO₂, water and other natural resources as much as we in the OECD countries do today. Justice and equity, previously considered as purely ethical issues, are now becoming imperatives of *realpolitik*. The distribution of resources among the inhabitants of the planet must become genuinely equitable. The transition to a green economy is more than ever necessary and urgent.

Achieving the Millennium Goals remains an overriding concern. Switzerland will persevere with its full commitment to this aim. Our country's development aid is concentrated essentially on the poorest nations, with its principal focus on sectors linked to the MDG. The fact that I have spoken more today about development than about the MDG is no accident: I believe that in the five years remaining – and even beyond 2015 – the international community needs to debate more openly and directly the reasons why development is stagnating or progressing so sluggishly, and then set its objectives accordingly.